

DE LA VIOLENCE VERBALE PRE-ELECTORALE A LA VIOLENCE PHYSIQUE POST-ELECTORALE : ESSAI D'ANALYSE D'UNE TRAJECTOIRE PREVISIBLE AUTOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 2018 AU CAMEROUN.

Irénée Godefroy ZANGA
ESSTIC- Yaoundé II- Soa
Zanga.Juliette@yahoo.com

Résumé

Pour le compte de l'élection présidentielle d'octobre 2018 au Cameroun, un ensemble de 09 partis, dont 08 de l'opposition et 01 du pouvoir ont pris part à la compétition. Du début de la campagne électorale à la proclamation des résultats en novembre 2018, et de ladite proclamation à la fin de l'année 2019, le Cameroun aura connu une profusion une violence verbale pré-électorale et de violence physique post-électorale à nulles autres pareilles. Cette violence physique et symbolique était-elle déjà prévisible à travers le discours de campagne ? Que cachent ces tensions pré et post-électorales ? Le Cameroun aurait-il pu passer à côté de ce qui tend à devenir une mode en Afrique ? À l'aide d'outils que nous offre la pragmatique du langage, notamment l'analyse argumentative du discours nous essayerons de répondre à ces interrogations.

Mots clés : *élection- présidentielle- campagne- violence- tensions.*

Abstract

On behalf of the October 2018 presidential election in Cameroon, a set of 09 parties, including 08 from the opposition and 01 from the government took part in the competition. From the start of the electoral campaign to the proclamation of the result of said election at the end of 2019, Cameroon will have peerlessly experienced a profusion of verbal pre-election violence and post-electoral physical violence. Was this physical and symbolic violence already predictable through campaign speech? What do these pre-and post-electoral tensions hide? Could Cameroon have missed out what is tending to become a fashion in Africa? With the help of tools offered by the pragmatics of language, we will try to answer these questions.

Key words: *election - presidential – campaign- violence- tensions.*

Introduction

Le 07 octobre 2018 s'est tenu au Cameroun un scrutin dont l'objectif était de porter au sommet de l'Etat un président élu démocratiquement. L'élection fut précédée d'une campagne électorale à laquelle ont pris part les neuf partis politiques dont les candidatures avaient préalablement été validées par la commission électorale. Au terme de ce scrutin, Monsieur BIYA Paul, candidat sortant, au pouvoir depuis le 06 novembre 1982 est réélu à la magistrature suprême pour un mandat de sept ans. Or, un jour seulement après la tenue du scrutin, un des neuf candidats en lice, Monsieur Maurice KAMTO s'est auto proclamé vainqueur de l'élection. Après la proclamation officielle des résultats par le conseil constitutionnel, Maurice KAMTO et son parti le MRC entrent dans une phase de protestation, ce qui conduit à l'incarcération de M. KAMTO le 28 janvier 2019. Mais, bien avant ce fait, la campagne électorale a été marquée par une polémique attestée par une violence verbale sans pareille. Celle-ci, loin d'endiguer la possibilité d'un affrontement physique, le préparait plutôt. Notons qu'en dehors de la première élection présidentielle multipartite de 1992 qui a été suivie de contestations post-électorales, assez rapidement contenues par le pouvoir en place, le Cameroun n'a plus connu une situation post-électorale aussi tendue. En 1997, 2004 et 2011, l'après élection a été suivie d'un calme total, les candidats malheureux reconnaissant sportivement leur défaite et la victoire de leur adversaire de toujours, le président Paul BIYA. Cette période d'accalmie, baptisée « démocratie apaisée » résultait probablement du souvenir de la période des années précédant l'élection présidentielle de 1992 et celles l'ayant suivie, au cours desquelles le Cameroun a connu une agitation inhabituelle. Situation qui aurait pu conduire le pays à une implosion totale. Cependant, le

Cameroun ne vivant pas dans un vase clos, les mouvements et les échos de plus en plus retentissants des candidats malheureux revendiquant à cor et à cri leur victoire dans des pays africains voisins parvenaient très bien aux oreilles des camerounais. En effet, d'Abidjan à Mombassa, de Lomé à Kinshasa, de Yaoundé à Abuja, de Libreville à Cotonou, l'on ne vit plus qu'au rythme de ces contestations, l'une des raisons étant qu'une fois installés au pouvoir, les présidents sortants ont trop de mal à en sortir, et sont de ce fait accusés de manipuler machine et processus électoraux à leur profit. (Au Cameroun par exemple, le président Biya, au pouvoir depuis 1982 a remporté toutes les élections auxquelles il s'est présenté ; son jeune voisin ALI Bongo du Gabon a commencé à rempiler les victoires, sur les traces de son père, OMAR Bongo, de regrettée mémoire. Au Togo, Faure GNASSINGBE n'a pas perdu de confrontation électorale depuis qu'il a succédé à son père, GNASSINGBE EYADEMA. Tandis qu'en RDC, Joseph KABILA n'aurait perdu qu'à la suite des pressions exercées sur lui par le président français Emmanuel MACRON, si on en croit les déclarations faites par ce dernier au sortir du salon de l'Agriculture de Paris en février dernier). De leur côté, ces derniers accusent l'immaturation d'une opposition, insuffisamment préparée, songeant plus à des intérêts égoïstes que collectifs... En clair, aujourd'hui en Afrique, l'on s'attend, après la publication officielle des résultats d'une présidentielle, à la contestation qui s'en suit inéluctablement. Ainsi, le contestataire, souvent soutenu sous cape par certaines capitales occidentales, agite l'épouvantail de la grève, de l'agitation sociale, de l'insurrection allant parfois jusqu'à la paralysie des institutions. Cette dernière trouvaille ne constitue-t-elle pas un raccourci anti démocratique susceptible de plomber à jamais le développement de notre continent ? Loin d'orienter dans cette optique notre réflexion actuelle, nous allons plutôt montrer comment, à partir de la campagne électorale des dernières présidentielles au Cameroun, la contestation des résultats et la violence qui s'en est

suivie sont déjà programmées dans le discours électoral et les autres discours parallèles à celui de la campagne électorale.

1- Approche méthodologique

La présente réflexion part d'une observation empirique. Nous avons voulu observer le déroulement d'une élection présidentielle de la campagne électorale à la proclamation officielle des résultats en passant par le contentieux électoral. Mais, une fois cette observation faite, nous nous sommes aperçu que les acteurs politiques se sont abondamment exprimés dans les médias. Nous avons donc effectué une collecte dans la presse écrite, audiovisuelle, et dans diverses professions de foi pour voir comment ils se percevaient les uns les autres. Cette profusion discursive a été ainsi passée au crible de la pragmatique du langage, précisément de l'analyse argumentative du discours (Amossy 2006) pour voir comment, de façon consciente ou non, tous les acteurs de la présidentielle 2018 au Cameroun programment leur contestation des résultats, au cas où le candidat sortant était déclaré vainqueur à l'issue de la confrontation.

2- Analyse du discours de la campagne électorale.

D'emblée, l'analyste note que la campagne électorale de 2018 au Cameroun a été marquée par sa nature polémique, les candidats ayant délibérément violé les règles de courtoisie et de politesse élémentaires pour se livrer à l'injure, à la diatribe et au dénigrement public de leurs adversaires politiques. Faisant leur cette pensée de Windisch (1987 : 79) qui énonce « prendre la parole, c'est chercher à évincer les paroles virtuelles des autres ». Les candidats à la présidentielle de 2018 ont tenté chacun d'étouffer dans l'œuf leurs adversaires, au risque d'user de manipulation de l'auditoire qu'il fallait absolument convaincre. La manipulation dont il est question consistant, comme le note

Breton (2000 : 26) à « entrer par effraction dans l'esprit de quelqu'un pour y déposer une opinion ou provoquer un comportement sans que ce quelqu'un sache qu'il y a eu effraction ». En quoi consistent concrètement ces techniques de manipulation ?

2.1. Argumentation ad hominem et manipulation de l'électorat

Sorte d'argument d'autorité renversé, l'argumentation ad hominem consiste à rejeter une opinion, une idée du simple fait de la nature de son énonciateur et non de la pertinence ou non de son idée. Race, âge, sexe, classe sociale...etc. sont donc convoqués pour rejeter l'idée émise par la personne adverse. Dans le corpus que nous avons eu à analyser, l'âge respectif des candidats est apparu comme motif de polémique. Pendant la campagne électorale, les candidats ont tous recouru à cette forme d'argumentation pour déposer dans l'esprit de l'électorat l'idée que l'adversaire politique n'était pas la personne adéquate. Ainsi, pour inciter l'électorat potentiel à ne pas voter leur adversaire commun, l'opposition dans sa majorité a convoqué l'argument de l'âge. Dans une interview à RFI, CABRAL LIBI disait que « Le Président BIYA est fatigué, il ne peut plus gouverner le Cameroun », avant de poursuivre. « ... il ne peut plus résoudre les problèmes du Cameroun à l'âge qu'il a », ironique, il conclut son propos en ces termes : « ... je crois que le dernier ancêtre qu'on aura au palais sera Paul BIYA. C'est le dernier des mohicans ». Au cours d'un meeting, le Pasteur Franklin NDIFOR, un autre candidat, précisait que « le gouvernement de Paul BIYA est un gouvernement de vieillards ».

Ainsi, la personne âgée jadis adulée en Afrique, source de respect devient, au cours de la campagne de 2018, un motif de rejet, d'incompétence et d'incapacité ... On se serait alors attendu à ce que la jeunesse soit célébrée, que non. Comme une réponse du berger à la bergère, Cabral LIBI se voit à son tour disqualifié par

son adversaire du fait de son âge : Au cours d'un débat à la CRTV, Benoit NDONG SOUMHET, représentant le candidat Paul BIYA, s'attardera davantage sur la personne de son adversaire que sur ses idées et programme politique : « j'admire votre jeunesse, mais ça devient un inconvénient lorsqu'on n'a aucune expérience de la gestion du pouvoir... Comment quelqu'un qui n'a jamais pu tenir une épicerie peut pouvoir gérer le Cameroun... ». Pour mieux susciter l'adhésion de l'électorat potentiel à sa théorie, il le sollicite de manière subtile : « les Camerounais ne sont pas dupes, stupides, au point de confier leur destin à des mains inexpertes... le jeune Cabral LIBI devrait attendre encore un peu... » conclut-il, très ironique lui aussi.

2.2. Injure, diatribe, dénigrement et manipulation de l'électorat

De manière crue et ostentatoire, tous les candidats à la présidentielle de 2018 ont eu recours à l'injure. Si le candidat sortant, le Président BIYA a essuyé de la part de ses adversaires toutes sortes d'injures, nous ne pouvons pas dire que son équipe de campagne a dû mettre des gants à son tour, on dirait qu'il fallait, à n'importe quel prix, discréditer son adversaire aux yeux de l'électorat.

2.2.1. Candidats de l'opposition et injures

Serge Espoir MATOMBA, au cours d'une interview le 22 Septembre 2018, déclare sans ambages : « Paul BIYA est un mauvais président... il est impossible aux Camerounais d'élire des gens qui leur ont tout volé... ». Lui emboîtant le pas, Joshua OSHI, candidat du SDF dira du RDPC qu'il est un parti de frustration, mal organisé, caractérisé par la mal gouvernance, une idéologie boiteuse, le tout couronné par le manque de volonté de son chef ... puis il poursuit en disant que : « le parti au pouvoir a l'habitude d'acheter à vil prix les bulletins auprès des électeurs affamés », aussi conclut-il dans Cameroun info.Net du 16 Août

qu'il est temps de chasser le régime BIYA ». Sur un chemin aussi bien balisé, Maurice KAMTO, candidat du MRC s'est engouffré, sans retenue, aussi traite-t-il le régime sortant de « Régime de prébendier, corrompu, incompetent... un gang mafieux aux ramifications internationales... ». De la bouche de KAMTO, le RDPC devient « un parti fraudeur, adepte de la manipulation, de la dictature, du népotisme, de la rapine, de la torture, de la barbarie... bref un parti unique déguisé, marqué par le règne désastreux de 36 ans ». A-t-on besoin d'être devin pour comprendre, après de telles déclarations, que tout résultat favorable au parti au pouvoir ferait l'objet d'une contestation ultérieure à laquelle on conviait implicitement non seulement l'électorat, mais le peuple tout entier ? Mais, ni MATOMBA, ni Cabral LIBI, ni même Maurice KAMTO, ne naviguaient seuls dans cet océan d'injures ; lors d'un débat télévisé sur Africa 24 (28 septembre), Patricia Hermine T. NDAM NJOYA de l'UDC vidait son sac d'injures sur le RDPC et son président : « Paul BIYA a lamentablement échoué, son système est un système mangeoire ayant fait sombrer ce pays dans les ténèbres ... Installés à la table de la mangeoire pour dépecer le peuple camerounais, BIYA et ses amis français se régalaient des richesses du Cameroun ». Au même moment que dans une interview accordée au journal Mutations du 10 septembre, le vice-président de l'UDC disait du bilan du RDPC qu'il est « globalement négatif, fait de gangrène, de pillage, de tyrannie, de mal gouvernance... », aussi pouvait-il conclure que « Paul BIYA a abimé le Cameroun ».

2.2.2. RDPC parti au pouvoir : maux pour maux ?

Les représentants du candidat BIYA ont rendu maux pour maux. Venu prêter main forte au RDPC, Jean de Dieu MOMO, s'adressant à ses compagnons de route d'hier posera cette question : « Quel est ce pays où ce sont les voleurs qui accusent le Président ? », avant de conclure « vous êtes la honte de ce pays ». Dans le même sillage, Narcisse MOUELLE KOMBI,

représentant du candidat BIYA, traitera l'opposition de « tribuns démagogues, de politiciens thaumaturges » dans Mutations du 24 Septembre. Son confrère Jacques FAME NDONGO, secrétaire à la communication du RDPC et par ailleurs Ministre de l'Enseignement Supérieur aura beaucoup de mal à contrôler son langage lors du Meeting de son parti à Ebolowa, lui qui déclare : « ici, nous disons non à ceux qui viennent nous vendre des illusions frelatées et faisandées ».

Comme cela peut donc se voir, l'une des techniques de manipulation de l'électorat par les candidats consistait à ternir aux yeux de ce dernier, l'image de ses adversaires, ceci, même au prix du dénigrement ou de l'injure la plus abjecte. A l'opposé, comment se sont-ils perçus eux-mêmes et présentés à l'électorat ?

2.3. Auto-laudation et manipulation de l'électorat

L'examen de l'éthos discursif des candidats à la présidentielle de 2018 laisse entrevoir des individus sûrs d'eux-mêmes, n'hésitant en aucun cas sur l'issue de la consultation. En clair, chacun entrevoyait sa victoire au soir du 07 Octobre, jour du scrutin, étant donné que sa candidature sort du lot, et que sa personne est en quelque sorte une bénédiction pour le Cameroun, en péril grave. Aussi, Cabral LIBI va-t-il rassurer l'électorat : « ma candidature incarne le message d'une alternance apaisée... Le Président ne sera pas poursuivi, en Afrique on ne juge pas son père... Plus loin, « je suis venu à Kribi vous dire que les jeunes ont pris le pays », (point besoin de s'attarder sur la valeur de ce passé composé, dès le 23 Septembre, alors que le scrutin se tenait le 07 Octobre). Triomphaliste, il conclura : « je peux me tromper, mais je pense que l'élection se jouera entre Maurice KAMTO et moi-même ».

Lui emboitant le pas, Serges Espoir MATOMBA déclare, très serein « le peuple a besoin de notre changement. Il nous le rappelle à chaque fois... Mon projet est celui qui donnera un nouveau visage au Cameroun au lendemain du 07 Octobre...

Monsieur BIYA n'aura pas à s'inquiéter ; nous ne ferons pas de chasse aux sorcières... le 07 Octobre, je serai l'élu du cœur des camerounais.» Tout aussi serein et plein d'assurance, Garga Haman ADJI s'autoproclame meilleur, au mépris des règles élémentaires de politesse interactionnelle « je ne vois pas qui est mieux formé et qui est plus compétent que moi, il n'y en a pas et il n'y en aura pas pendant ma vie... Je ne m'inquiète pas pour ma victoire, les autres candidats font juste office de compagnons de route ». Son adversaire du SDF, Joshua OSHI annonce pourtant qu'au lendemain du 07 Octobre, il instituera une agence formelle entre le secteur privé et l'Etat ; car « il est temps de chasser le régime BIYA » avant de conclure « le SDF a un adversaire et quelques concurrents ». Dans la même mouvance, Maurice KAMTO, « candidat du souffle de l'espoir, l'élu du peuple camerounais » annonce à l'électorat qu'il est : « prêt à être le troisième président du Cameroun », avant de lui promettre une « transition pacifique du pouvoir ».

Réagissant à tous ces propos, un représentant du RDPC, par le biais d'une question rhétorique à son électorat, « pensez-vous qu'il faille donner le Cameroun, dans une situation aussi délicate à des mains inexpertes ? », et répond lui-même « je dis non » Ensuite, il précise : « pour nous, bien gagner, c'est avoir un score élevé... ça permet de mettre fin à des spéculations qui manquent souvent de fondement. »

3. Au-delà de la campagne électorale proprement dite

En dehors de ces affrontements directs des candidats et leurs représentants respectifs pendant le déroulement de la campagne électorale, on a assisté à des violences verbales entre sympathisants des candidats via les réseaux sociaux, puis à des violences physiques peu après la proclamation des résultats.

3.1. De la violence via les réseaux sociaux

Il serait inopportun et fastidieux d'exposer le lecteur de la présente réflexion aux échanges entre sympathisants des candidats qui s'apparentaient plus à des querelles de bas étage qu'à des débats citoyens. Aussi, avons-nous plutôt relevé ici la naissance de deux nouvelles "tribus" au Cameroun : celle des « Sardinards » et celle des « Tontinards ». Le décodage de ces deux néologismes traduira à suffisance la profondeur de la fissure s'étant opérée entre fils d'une même patrie au cours de cette élection de 2018.

Sans vouloir sombrer dans une analyse purement linguistique, il est tout de même utile de noter ici qu'il s'agit de deux néologismes axiologiques, formés sur le modèle d'une base (sardine, tontine), à laquelle s'ajoute un suffixe (-ard), ce suffixe venant attribuer à la racine une valeur péjorative. Et, comme le souligne Orecchioni (1980 ; 2009), « les sèmes n'étant que les images abstraites des propriétés qu'attribuent au dénoté les sujets parlants, c'est finalement l'ensemble de leurs savoirs et croyances sur ce dénoté qui viennent se cristalliser sur le sémème ». Quels sont donc les clichés et les stéréotypes que ravivent les lexèmes « sardinards » et « tontinards » dans l'inter discours camerounais au moment de cette élection de 2018 ?

Précision d'abord que dans leur dénotation, la tontine en Afrique désigne une association de personnes versant régulièrement de l'argent à une caisse commune dont le montant est remis à tour de rôle à chaque membre. Au Cameroun, la vie entière des ressortissants des Grass Fields, (dont le Professeur Maurice KAMTO Président du MRC : Mouvement pour la Renaissance du Cameroun, principal parti d'opposition au RDPC, (Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais) de M. BIYA Paul semble régir et régulée au rythme de ces associations ; ce qui fait souvent dire d'eux qu'ils ne vivent que par et pour les tontines. La sardine quant à elle est une variété de petits poissons très abondants en Méditerranée et l'Océan Atlantique, mise en

conserve dans des boîtes et commercialisée. Elle aurait constitué l'un des appâts avec lesquels le colon piégeait les peuples indigènes pour se faciliter son installation. Une fois suffixés en-ARD, les lexèmes tontine et sardine perdent leur sens dénotatif pour acquérir, sur le terrain de la bataille politique au Cameroun, un ensemble de connotations très axiologiques, qui sacrent l'existence non plus d'un Cameroun pluriethnique, mais d'un Cameroun à deux ethnies, à deux tribus, celles des « Tontinards », représentée par les inconditionnels de Maurice KAMTO, et celle des Sardinards, représentée par tous ceux qui ne sympathiseraient pas avec le MRC et son leader KAMTO.

Concrètement, le lexème « Tontinard » désignerait dans l'inter discours pré et post électoral, des personnes assoiffées de pouvoir et d'argent, sans foi ni loi, qui seraient prêtes à tout vendre, moyennant une poignée d'argent, y compris leur patrie. Tandis que « Sardinard » désignerait des personnes sans consistance, affamées, qui échangeraient leur vote contre des boites de sardines distribuées par les membres du parti au pouvoir pour s'assurer les voix des potentiels électeurs.

Partis de ces deux postures antagonistes dans lesquelles ils se sont campés, les sympathisants de Maurice KAMTO (MRC) et ceux de Paul BIYA (RDPC) se sont livrés à une bataille d'injures, d'insultes publiques via réseaux sociaux. Ce qui fait le lit aux autres formes de violences ayant suivi la proclamation officielle des résultats par la Cour Constitutionnelle. Pour revenir à ces violences verbales, leur but était d'attribuer des places symboliques dans l'échiquier politique d'après élection, car, et cela mérite d'être souligné, si dans la jungle la loi, c'est manger ou être mangé, dans les sociétés modernes dites civilisées, la loi c'est plutôt définir ou être défini. Tout acte dénomiatif constitue donc en soi une forme d'argumentation embryonnaire. Et, comme le souligne à propos Finkielkraut, cité par Orecchioni (2000, 109), « Il n'est pas de conflit d'intérêt ou de puissance qui ne soit aussi une bataille pour la dénomination. L'issue des luttes

dépend du nom dont on consacre les choses : dicter sa loi, c'est imposer son vocabulaire, et, à l'inverse, imposer son vocabulaire à l'opinion, c'est prendre une option sur la victoire ». La création d'un mouvement nommé la BAS (Brigade Anti Sardinard) dont nous reviendrons sur les actes de violence participe donc d'une tactique, celle de s'imposer plus tard sur le plan politique, car et ne l'oublions pas, la bataille politique est d'abord et avant tout, une bataille sémantique.

3.2. De la violence verbale à la violence physique

3.2.1. De la violence symbolique

La violence symbolique a commencé à se manifester un jour seulement après la tenue du scrutin. Elle participe, à notre humble avis, d'une tactique élaborée par l'un des candidats à l'élection du 07 Octobre. En effet, prenant le pas sur la Cour Constitutionnelle, seul organe habilité à proclamer les résultats d'une élection au Cameroun, Monsieur Maurice KAMTO s'auto proclame vainqueur de la confrontation, à la grande surprise de ses huit autres concurrents. Cette déclaration se fait en flagrante violation de la loi camerounaise et du Code Electoral auquel il avait pourtant librement souscrit en participant à l'élection. Dans sa double casquette de professeur agrégé de droit et d'ancien membre du régime qu'il combattait désormais, le candidat KAMTO n'ignorait pas quelle serait l'issue du chemin qu'il empruntait. Pourtant, bien après la proclamation officielle des résultats faisant de Paul BIYA le vainqueur de la confrontation, il s'est engagé dans une campagne de désobéissance civile faite de défis à l'autorité, de protestation des résultats officiels. Ce qui conduira à son arrestation. Très probablement était-ce là l'une des étapes de sa tactique ; se faire arrêter, pour attirer l'attention de la communauté internationale sur les agissements d'un régime "dictatorial" qui, lui ayant volé sa "victoire", le mettait en détention politique ? Cela avait le mérite, en toutes de lui tailler

une étoffe de martyr à l'intérieur et au-delà des frontières nationales.

3.2.2. De la violence physique

Celle-ci est à examiner sur un double plan, à savoir le plan étatique et le plan civil. Dans son rôle régalien l'Etat, à travers ses démembrements exerce une violence dite légitime. C'est ainsi que jouissant de ses prérogatives, le pouvoir en place, (pour contrecarrer la possibilité d'une généralisation des manifestations publiques appelant à rendre au MRC et à Maurice KAMTO leur "victoire volée"), a procédé à l'arrestation, puis à la mise sous les verrous de nombreux sympathisants de Monsieur KAMTO. Ceux-ci auront passé en moyenne neuf mois à la prison centrale de Kondengui et dans d'autres centres de détention à travers le pays. Alors qu'ils passaient au tribunal militaire pour les nombreux chefs d'accusation retenus contre eux, un décret du Chef de l'Etat les gracie et Maurice KAMTO reprend ses activités où il les avait laissées. Mais avant cette libération, les récits livrés par les concernés et par certains organes de presse avaient fait état de sévices corporels et autres formes de brutalité subis par ces derniers de la part des forces de maintien de l'ordre. Un sympathisant de KAMTO, le nommé Célestin Ndjamen avait même déclaré dans les médias avoir reçu une balle tirée par un agent de police qui lui aurait facturé une jambe. Sans vouloir orienter notre réflexion sur la véracité ou non de ces déclarations, soulignons simplement que la violence verbale pré-électorale, loin de conjurer une violence physique ultérieure entre les belligérants, comme le théorisait Uli Windisch dans son K.O verbal, a plutôt préparé le terrain à cette dernière. A preuve, les diverses réactions des sympathisants de Maurice KAMTO.

En effet, pour ne pas rester que théorique dans leur approche, ces derniers ont constitué un mouvement, la BAS (Brigade Anti Sardinards) opérant en Europe et aux Etats Unis d'Amérique, dont l'un des objectifs avoués consistait à barrer la route et

interdire toute activité sur le sol européen et américain à tous ceux qui, de près ou de loin, étaient soupçonnés de quelque sympathie pour le régime du Président BIYA. Ainsi, de nombreux artistes musiciens camerounais furent contraints d'annuler des concerts programmés en France, au motif qu'ils auraient participé à un concert organisé par le parti au pouvoir peu avant la tenue du scrutin (K. Tino, Lady Ponce, Koko Argenté, Nyangono du Sud... pour ne citer que ceux-là). Manifestement ces sympathisants d'un parti qui proclamait haut et fort son ancrage démocratique n'acceptaient pas que d'autres puissent avoir une opinion contraire à la leur.

Poussant leur violence à l'extrême, ceux-ci se sont attaqués à la garde présidentielle camerounaise à deux reprises au cours des séjours du Président de la République du Cameroun en Europe, une fois en Suisse, à Genève à l'Hôtel Intercontinental où il séjournait, une deuxième fois à Lyon, pendant que le Chef de l'Etat participait à la sixième conférence de reconstruction des ressources du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme, en Octobre 2019. Pendant le déroulement de ladite conférence, une véritable chasse à l'homme fut organisée par les membres de la BAS, qui conduisit à la molestation de journalistes camerounais venus couvrir l'évènement, au prétexte qu'ils étaient pro-étatiques. Ernest OBAMA, journaliste de la chaîne de télévision Vision4 fut la victime expiatoire de ce déferlement de violence. Faudra-t-il le souligner ici, en Janvier 2019, les mêmes militants de la BAS avaient déjà procédé à la destruction, puis au pillage de l'ambassade du Cameroun à Paris, faits hautement violents qui méritent d'être soulignés ici. Comment expliquer de tels débordements de la part de citoyens tous fils d'une même nation ?

4. Interprétation

Comme cela s'observe à travers le développement ci-dessus, l'élection présidentielle de 2018 a généré au Cameroun une vague de violences, verbales d'abord, physiques ensuite ; ce qui n'avait jamais été le cas auparavant. Avec un peu de recul, l'observateur se rend pourtant compte que cette spirale de violence était tout à fait prévisible au regard d'un certain nombre de paramètres.

4.1. Des egos surdimensionnés

Au départ de la compétition, neuf candidats étaient en lice ; naturellement, pour un seul poste présidentiel. Pourtant, à l'observation du discours électoral des uns et des autres, nul ne se voyait malheureux candidat à l'issue de la confrontation. Les uns aussi imbus d'eux-mêmes que les autres, chaque candidat, s'exprimait soit au présent, soit au futur simple de l'indicatif (mode de la certitude), annonçant triomphalement ce qu'il ferait du Cameroun au soir du 07 Octobre, jour du Scrutin ; perdant de vue qu'il y avait un temps à observer entre le jour du Scrutin, celui de la proclamation officielle des résultats et celui de l'investiture. Ainsi embrigadés par leur ego, les candidats à la présidentielle de 2018 ont sombré dans un culte de soi, une auto-laudation très proche du délire, au mépris total de la considération des forces en présence ; se prédisposant ainsi, consciemment ou non, à des contestations ultérieures.

4.2. Une campagne fondée sur l'argumentation ad hominem.

Très limités dans leurs offres politiques respectives, englués dans des idéologies aux ralents tribalistes, les candidats à la présidentielle de 2018 n'ont pas eu grand-chose à servir à leur électorat potentiel, aussi se sont-ils tous cantonnés dans une argumentation ad hominem, réduisant presque la campagne à un forum de dénonciations, d'injures, de calomnies, qui, aux oreilles

dudit électorat, avaient le goût du “déjà entendu”. Totalemment à court d’inspiration créatrice l’on avait l’impression, à entendre par exemple les huit candidats de l’opposition, que l’on n’entendait qu’une seule voix, celle qui accusait le parti au pouvoir d’être le prédateur de la fortune publique, pendant que ce dernier lui-même n’avait qu’un argument à servir : les autres étaient trop immatures. Bien évidemment, ni les uns, ni les autres n’ont réellement tenu compte de ce qu’aurait voulu entendre l’électorat potentiel. Dans ce jeu d’accusation anticipée de fraude, de tricherie, il allait de soi que chaque perdant aurait beau jeu en déclarant que la victoire lui a été volée. Et si les sept autres candidats de l’opposition n’ont pas franchi ce pas, le candidat Maurice KAMTO lui n’a eu aucun mal à le franchir en s’auto proclamant d’abord élu le lendemain du scrutin, puis en s’érigeant en défenseur de sa « victoire volée » après la proclamation officielle des résultats.

4.3. De la candidature comme tactique

Eu égard à ce qui précède et à l’observation de l’évolution de la situation sur le terrain, l’analyste peut dire ici, sans grand risque d’être démenti, que parmi les huit candidats représentant les partis d’opposition, il y en avait un dont la candidature relevait de la pure tactique. Il convient alors de convoquer Michel de Certeau dans son *Invention du quotidien* (1990) pour voir quelle différence il établit entre stratégie et tactique.

L’auteur appelle donc stratégie le calcul (ou manipulation) des rapports de forces qui devient possible à partir du moment où un sujet de vouloir et de pouvoir est isolable. La stratégie postule un lieu susceptible d’être circonscrit comme un “propre” et être la base d’où gérer des relations avec une “extériorité” de cibles ou de menaces. Dans la terminologie de De Certeau, la notion de «propre» désigne un lieu de pouvoir et de vouloir, il s’agit d’une victoire du lieu sur le temps, il permet de capitaliser des avantages acquis, de préparer des expansions futures et de se donner ainsi

une indépendance par rapport à la variabilité des circonstances ». Dans la configuration qui était celle de la présidentielle de 2018, seul le parti au pouvoir, candidat à sa propre succession disposait de ce « propre » dont parle Michel de Certeau.

Par contre, dans sa terminologie, la tactique devient « l'action calculée que détermine l'absence d'un propre ». Ainsi, aucune délimitation de l'extériorité ne lui fournit la condition d'une autonomie ; elle n'a pour lieu que celui de l'autre, aussi doit-elle jouer avec le terrain qui lui est imposé.

Pour être clair, disons que Monsieur Maurice KAMTO du MRC (Mouvement pour la Renaissance du Cameroun) a agi de façon tactique. Ce professeur des Universités, transfuge du RDPC (Rassemblement Démocratique du peuple Camerounais), dont il avait à un niveau participé à la solidification, savait que ce parti est « imbattable » au terme d'une confrontation électorale. Il savait également que le code électoral, selon ses propres dires, était « biaisé ». De même qu'il clamait que son ancien parti « achetait le vote des électeurs avec du pain et de la sardine ». Pourtant, malgré cet arsenal de connaissances, le professeur s'est quand même porté candidat à la succession de Monsieur Paul BIYA. C'est qu'en réalité, il y avait calcul. Il s'agissait de se porter candidat, annoncer de façon anticipée sa victoire, prétendre défendre cette victoire volée plus tard, poser des actes de violation de la loi, passer son arrestation pour de la violence politique, crier à la dictature, se faire entendre par la communauté internationale, puis jouir d'un statut spécial, celui du vainqueur à qui la victoire a été volée, et si possible bénéficier des pressions exercées par la communauté internationale sur le Cameroun et pourquoi pas, accéder au pouvoir ... Un tel scénario ne relèverait point de la science-fiction si l'on fait foi aux déclarations du président français Emmanuel MACRON qui affirme avoir déjà exercé de telles pressions sur d'autres chefs d'Etats africains, avec succès. Déclaration faite au sortir du Salon de l'agriculture de Paris du 22 Février 2020.

La preuve, c'est que le professeur KAMTO a décidé du boycott de l'élection couplée législative et municipale de 2020, celle-là qui lui aurait permis de montrer au monde entier son assise politique et lui aurait également permis de jouer le contre-pouvoir à l'Assemblée Nationale au cas où il aurait eu la majorité des députés. Mais il s'est appuyé sur le même code électoral qui conduisait l'élection présidentielle pour justifier le boycott des municipales et législatives couplées. Ce qui n'est ni plus ni moins de la tactique pour préserver intact son statut de président virtuel. Au vu de ces éléments, nous pouvons dire que la violence post-électorale, qu'a connu le Cameroun était déjà inscrite dans la violence verbale pré-électorale et tout le contexte dans lequel se préparait cette élection. Plutôt que de penser au peuple dont ils clament tous défendre les intérêts, les candidats à la présidentielle 2018, trop imbus d'eux-mêmes n'avaient pour seule boussole que leurs ambitions parfois démesurées et pour programme politique leur égo surdimensionné. Toutes choses situées aux antipodes des attentes réelles de leur électorat potentiel. Dans un tel contexte où ambitions personnelles, égoïsme, clanisme, démagogie etc..., semblent l'emporter sur des programmes politiques réalistes, n'est-il pas inéluctable qu'on aboutisse, à la fin de chaque élection, à des contestations (objectives ou non) et à des violences physiques post électorales observées au Cameroun et partout ailleurs sur le continent.

Conclusion

Un certain nombre d'observations découlent de l'analyse qui précède. D'abord, l'élection présidentielle de 2018 a mis face à face deux blocs. L'un installé au pouvoir depuis plus 36ans au moment de la confrontation, et décidé à y rester absolument ; l'autre exaspéré par cette longévité au pouvoir et déterminé à l'y éjecter par tous les moyens, y compris la ruse et la roublardise. Ensuite, du début à la fin, le processus a été émaillé par une

violence verbale telle que la violence physique qui s'en est suivie ne surprend guère l'observateur averti de la scène politique africaine de cette dernière décennie. Enfin, incapables de présenter des programmes politiques alléchants, les candidats se sont englués dans une auto glorification et une argumentation ad hominem très proches de la démagogie, donc de la manipulation de l'électorat. Or, l'électorat camerounais d'aujourd'hui (préoccupé par les questions de sa survie au quotidien et par l'émergence du pays qui doit lui aussi se faire une place dans le concert des nations) n'a plus d'oreille pour des gérémiades de politiciens d'une autre époque, plus soucieux de s'éterniser au pouvoir ou alors toujours plus enclins à solliciter l'onction d'une Communauté Internationale très subjective, qu'à répondre aux réelles attentes des peuples par lesquels et pour lesquels ils sont élus. Alors, si l'issue inéluctable d'une élection présidentielle est la victoire du parti au pouvoir et la protestation, d'au moins un malheureux candidat, qui plonge ensuite le pays dans une spirale de violence et d'insécurité, l'analyste a bien envie de se demander à quoi servent de telles élections, lorsqu'on sait que les fonds y alloués permettraient au Pays de construire au moins une Université moderne, un hôpital de référence, un centre de recherche et de nombreuses autres infrastructures qui conduisent réellement à l'émergence.

Sources et référence bibliographiques

Sources consultées

Sources : Extraits des discours tenu à l'endroit des militants du RDPC (lettre) en septembre 2018 ; discours de Cabral Libii à l'occasion du meeting au stade CICAM le 23/09/2018 ; expression aux employés à Kribi ; interview accordé à Jeune Afrique du 26 09/2018

Sources : la Grande Interview (Jean Bruno Tagne Canal 2) ; passage à radio Balafon septembre 2018 ; intervention sur RFI le 22/09/2018

Sources : intervention à Jeune Afrique ; la grande interview du 14/09/2018 ; article publié sur le journal en ligne Cameroun Web.cm ; 237 actu.com

Source : journal Mutation N° 4690 du 05/09/2018 ; You tube/JMTV+ du 05/09/2018

Sources : Cameroun rétro, 2017 : regard croisé sur 4isecoours à la nation. » www.ellectoyenne.cm; interview accordée à Maria le 09/10/2018 ; Cameroun Tribune du 24/09/2018

Sources : propos de madame Njoya lors d'un débat télévisé sur Africa 24 le 28/09/ 2018 ; Koupit Adamou représentant du candidat sur CRTV Web

Sources : CRTV/You tube 21/082018 propos de Serges Etoundi Ngoa (100% Présidentielle) ; Canal 2/You tube 05/08/2018 propos de MOMO Jean de Dieu dans l'émission l'ARENE ; Cameroon Tribune du 04/10/2018, propos du ministre MBWENTCHOU ; propos de Jacques Fame Ndongo lors du meeting du RDPC à Ebolowal le 05/10/2018.

Références bibliographiques

BRETON, PHILIPPE (1996), *L'Argumentation dans la communication*, La Découverte, Paris.

BRETON, PHILIPPE (2000), *La parole manipulée*, La Découverte, Paris.

CATHERINE KERBRAT ORECCHIONI (1997) *l'énonciation : de la subjectivité dans le langage*, Armand Colin, Paris.

CATHERINE KERBRAT ORECCHIONI (2000), *L'analyse des interactions verbales : la notion de « Négociation conversationnelle » Défense et illustration*, Lialies, Rue D'ULM, Lyon.

MICHEL DE CERTEAU (1990), *l'invention du quotidien*, 1.art de faire, Gallimard

PERELMAN CHAIM et OLBRECHTS-TYTECA LUCIE (1970), *Traité de l'argumentation, la nouvelle rhétorique*, Editions de l'université de Bruxelles, Bruxelles.

RUTH AMOSSY(2006), *l'argumentation dans le discours*, Armand Colin, Paris.

WINDISCH ULI (1987), *le chaos verbal. la communication conflictuelle*, Lausanne, L'Age d'homme.